



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1553>

Qui sème le vent...

- Actualités -



Date de mise en ligne : lundi 11 novembre 2013

L'École Émancipée

Gad, Air France, Good Year, Alcatel-Lucent, Fagor-Brandt, Michelin, P.S.A...et maintenant La Redoute : les plans sociaux se multiplient et atteignent le nombre de 1000 depuis le début de l'année. Lorsqu'il y a des embauches, c'est en grande majorité des contrats précaires, résultats : 14.7% de la population sont considérés comme pauvres ! Le patronat cogne et le gouvernement au mieux laisse faire, au pire encourage avec les déclarations de certains ministres comme Moscovici qui, plus présent dans les salons patronaux qu'à la porte des entreprises en lutte, appelle au renforcement de l'austérité ! Ce n'est pas à la finance que le gouvernement s'attaque mais aux salarié-es et à leurs conquêtes sociales ! Pour faire passer cette politique le même gouvernement n'hésite plus à employer les recettes de la droite en utilisant la violence policière pour faire plier ceux et celles qui luttent : CRS contre les salarié-es de Gad, CRS contre les militants du DAL dont J.B Eyraud (roué de coups de pied le 17 octobre place de la République à Paris) et enfin CRS contre ceux et celles qui soutiennent les jeunes expulsés au prétexte que leurs parents n'ont pas les bons papiers. Il s'agit pour le ministre de l'intérieur de répandre la peur dans tout le mouvement social !

Il faut que la peur change de camp, le mouvement social et au premier plan les confédérations syndicales ouvrières ont une grande responsabilité : on ne peut pas laisser la rue au patronat et à l'extrême droite qui n'hésite plus à utiliser la violence ! Les mobilisations lycéennes, interrompues par les vacances reprennent, le 14 novembre une grève interprofessionnelle est appelée par la CGT, Solidaires, FO et un certain nombre de sections départementales du Snuipp, dans les écoles du 1er degré. Les manifs en Bretagne montrent que la colère monte chez les salarié-es.

Il y a urgence à unifier toutes ces résistances pour imposer dans la rue les revendications ouvrières comme l'interdiction des licenciements. La Fsu doit porter ces exigences auprès des autres organisations syndicales, il est plus que temps !